

Paru dans l(es) édition(s): informations non précisées

MHN

Pêche. Les plaisanciers devront se déclarer

Évoquée dans le cadre du Grenelle de la mer, l'idée d'un permis de pêche pour les plaisanciers avait été écartée par leurs fédérations....

Évoquée dans le cadre du Grenelle de la mer, l'idée d'un permis de pêche pour les plaisanciers avait été écartée par leurs fédérations. Dans les prochains mois, les plaisanciers adeptes de la pêche en mer devront, malgré tout, se faire connaître. «Une déclaration gratuite et obligatoire», satisfaisante aux yeux du Finistérien Jean Kiffer, président de la [fédération] nationale des pêcheurs plaisanciers qui tenait son assemblée générale, hier, à Loctudy (29). «Le texte de la charte est sur le bureau de Jean-Louis Borloo, nous devrions la signer courant avril», précisait-il, satisfait de permettre aux plaisanciers de s'associer à la lutte contre la vente illégale de poisson. Pour y parvenir, le dispositif de déclaration sera complété par l'obligation de marquage des

prises. Aires marines: question de concertation Un nouvel arsenal qui devrait conduire à réduire le poids que fait peser la pêche récréative sur la ressource. Une gestion de la ressource dont la fédération entend d'ailleurs être l'un des acteurs. De 22.000 adhérents cette année, la fédération devrait atteindre les 30.000 pêcheurs en intégrant la pêche à pied. Les plaisanciers se disent pourtant écartés des projets d'aires marines protégées, à commencer par celle du Parc marin d'Iroise où la fédération s'estime sous-représentée. Pour Jean Kiffer, la concertation fait défaut. Hier, à Loctudy, il dénonçait le projet visant à établir 100 zones de non-pêche, soit quatre par département. «C'est énorme».